

SHORT NEWS

La déportation des juifs reste sans image

Pour illustrer l'article « Le choix de la collaboration » de Vincent Artuso (woxx 1134), nous avons utilisé une photo qui montre une déportation à partir de la gare de Hollerich. Nous avons trouvé cette photo sur le site du « Holocaust education & archive research » dont la légende indique qu'il s'agirait d'une déportation de juifs. La même photo se retrouve aussi sur le site de Yad Vashem, qui en donne une explication identique. Il s'avère cependant que la photo montre plutôt des « Umgesiedelte », donc des ressortissants luxembourgeois non-juifs déportés par les autorités nazies vers la Silésie. Le fait que les personnes ne portent pas d'étoile jaune (obligatoire pour tout juif à cette époque) et la tenue vestimentaire hivernale des victimes (alors que les juifs étaient déjà spoliés de leurs vêtements chauds depuis plusieurs mois) confirment l'erreur d'interprétation de la photo. L'atmosphère relativement détendue de la photo est un autre indice qu'il ne s'agit pas d'un transport de juifs - normalement accompagné par des policiers voire des soldats lourdement armés. Comme nous l'a confirmé par ailleurs le directeur du Centre de documentation et de recherche sur la Résistance, Paul Dostert, cette photo a servi comme pièce au Tribunal international de Nuremberg. La légende erronée avait probablement été attribuée par un historien américain à cette occasion. Il semble bien qu'à ce jour aucune photo de déportations de juifs à partir de Luxembourg ne semble exister.

Et les lauréats du prix d'architecture sont...

La Fondation de l'architecture et de l'ingénierie au Luxembourg a décerné pour la sixième fois le Prix luxembourgeois d'architecture. Cette 6e édition du prix est marquée par certaines nouveautés : Cette année, le concours s'est également ouvert aux domaines de l'architecture d'intérieure, des ouvrages d'art et structures et du paysagisme. Parmi les 154 projets, un jury international, présidé par Kai-Uwe Bergmann de BIG Architects (Copenhague) procédait en septembre à une première sélection. Les projets de lauréats étaient dévoilés ce jeudi. Ainsi, dans le domaine de l'architecture, représenté par 106 projets, le jury a décerné deux prix dont le Château d'eau à Leudelange des architectes Schemel Wirtz et la Villa Vauban à Luxembourg des architectes Diane Heirend et Philippe Schmit. Parmi les 27 projets du domaine de l'architecture d'intérieur, c'est le musée ArcelorMittal au rez-de-chaussée de l'ancien bâtiment de l'Arbed, conçu par Moreno Architecture & Associés, qui a remporté le prix. Dans le domaine du paysagisme, représenté par 10 projets, le prix a été attribué au projet de requalification du Parc Dräi Eechelen au Kirchberg, réalisé par l'architecte paysagiste parisien Michel Desvigne. Et parmi les 11 projets soumis dans le domaine des ouvrages d'art et structures, c'est la Gare Belval-Université à Esch-Belval de l'Agence d'Architecture et de Design Jim Clemes qui a remporté le prix.

Surchargés

L'Education nationale a cette particularité d'octroyer à ses enseignants, à mesure qu'ils progressent en âge, une « décharge » graduelle en nombre d'heures de cours. Cette décharge d'ancienneté (que certains qualifient ironiquement de « décharge gaga ») n'est toutefois pas appliquée aux chargés de cours. Pourtant, comme le rappelle le syndicat Landesverband, les chargés effectuent le même travail et vieillissent au même titre que les enseignants titularisés. Malgré des protestations répétées à l'encontre de cette différence de traitement qui sont restées sans suite, le Landesverband s'était donc résolu à agir. Ensemble avec l'association des chargés de cours, il a mis sur pied une action de cartes postales signées par des chargés et illustrées par le caricaturiste Carlo Schneider. L'on y voit un chargé croupir sous des dossiers représentant le nombre d'heures travaillées entouré de la ministre de l'Education et du chef du gouvernement qui lui disent « Chargés de cours, de Numm seet et » et « Jo ! an net Déchargés ». En plus de la ministre de l'Education et du Premier, ces cartes postales sont également destinées au ministre de la Fonction publique ainsi qu'à la Commission des pétitions de la Chambre. Apparemment, l'opération a été un succès, car, selon le Landesverband, plus de 1.000 signatures ont été récoltées et remises au président de la Chambre ce jeudi.

AKTUELL

VILLE DE LUXEMBOURG

La douceur tranquille

Raymond Klein

L'accord de coalition bleu-vert dans la capitale contient de nombreux détails intéressants. L'orientation générale est néanmoins assez sage.

« Nous voulons mettre un accent particulier sur l'implication directe des citoyennes et citoyens dans l'organisation de notre société. » Le renforcement de la démocratie participative est affiché comme une des pièces maîtresses du programme du nouveau conseil échevinal de la ville de Luxembourg. Pour cela, la coalition bleu-verte relancera peut-être les « comités de quartier » controversés, mais procédera certainement à la diffusion via internet des réunions du conseil communal. Dans le même ordre d'idées, elle introduira un système de « tracking » des demandes adressées à l'administration communale. Moins high-tech, mais bien plus significative, l'implication des partis d'opposition dans les débats des commissions consultatives : même les petits partis seront représentés dans chaque commission, et deux d'entre elles seront présidées par des conseillers de l'opposition.

Le même genre d'avancées réelles mais modestes se retrouve en matière de politique environnementale et de transport, sous la responsabilité du premier échevin François Bausch. Véritable vitrine de la capacité des Verts à changer des choses, ce domaine avait été la cible de nombreuses critiques, aussi bien de fétichistes de l'automobile que d'écologistes insatisfaits. Le conseil échevinal poursuivra un cours médian, en construisant des infrastructures pour la mobilité douce - ascenseur vers la Gëlle Fra et pont entre Cents et Kirchberg - tout en dorlotant les automobilistes avec une modernisation des parkings souterrains. On regrettera que les particules fines dues à la circulation qui empoisonnent les citadins, sont ignorées dans le programme. Par contre, on exige « l'application stricte des règlements de vol et notamment de l'interdiction des vols de nuit » au Findel.

Autre pièce maîtresse, la construction de logements. « Il s'agit de logements abordables, non de logements sociaux », a cru bon de préciser le nouveau bourgmestre Xavier Bettel. Il est vrai que la clientèle électorale des deux partis au pouvoir se trouve plutôt dans la classe moyenne. Cela n'empêche pas la coalition de prévoir aussi la construction de nouveaux lo-

gements sociaux... il faudra juger sur pièces, car le passé récent en la matière n'est guère glorieux.

La responsabilité de la politique sociale passe du DP à Déi Gréng en la personne de Viviane Loschetter. Elle procédera à une réorganisation des services sociaux avec l'objectif « le bien-être et l'égalité des chances pour tous les citoyennes et citoyens ». Or, si les Verts s'occupent à la fois du social et de l'environnemental, ils semblent avoir du mal à intégrer les deux aspects : en matière de logement, l'écologie est un sujet marginal, et le sujet sensible des taxes communales n'est même pas abordé dans l'accord de coalition.

Sur un autre sujet par contre, le conseil échevinal parvient à devancer les critiques : les caméras de surveillance. L'accord retient que l'étude Visupol (woxx 1133) démontre leur inefficacité dans la prévention et constate la délocalisation des problèmes d'insécurité, le conseil échevinal se prononce contre la continuation de la surveillance - une bataille qui devrait être menée dans l'arène de la Chambre. Reste à savoir si la ville elle-même n'aurait pas les moyens de mettre des bâtons dans les roues du « Supercop » Jean-Marie Halsdorf, qui lui rêve même d'une extension de la vidéosurveillance.

Surtout, on risque d'assister à un deal où le ministre de l'Intérieur accorderait à la Ville le droit de mettre sur pied une police municipale, en échange de son acceptation des caméras. Ainsi, les policiers municipaux, présentés dans l'accord de coalition comme une alternative positive à la vidéosurveillance, viendraient juste compléter les caméras dans le dispositif de contrôle total de l'espace public par les autorités. Dans une ville dans laquelle l'application du code de la route est laissée à la discrétion des automobilistes, on en arriverait à criminaliser les piétons qui renversent des poubelles ou laissent traîner des mégots.

